

Actualité syndicale

-

Enquête Que Choisir sur la production de fruits et légumes en Espagne

Vous l'avez peut-être vu passer si vous êtes abonnés au magazine, ou bien simple internaute : l'association de consommateurs Que choisir a publié ce mois de novembre, son enquête visant la production espagnole de fruits et légumes avec le titre explicite « Faut-il boycotter les fruits et légumes espagnols ? ». Une fois passé le constat déjà connu que ce pays produit à des coûts bien inférieurs au nôtre (pour plusieurs raisons), il fait rapidement le zoom sur les conditions de cette compétitivité en faisant le focus sur les problèmes engendrés par ce « système » : l'impact social et environnemental local. Sans surprise, l'association pointe du doigt la région particulière de l'Almeria et sa « mer de plastique », faisant référence aux milliers d'hectares de serres produisant essentiellement des légumes.

Alors oui il y a un impact qui n'est pas contestable et dont la France pâtit depuis des lustres. Toutefois, si l'on tente l'exercice de faire preuve d'un peu plus d'objectivité (ce qui n'est pas chose difficile), on regrettera deux points dans le traitement de cette information : d'une part, **le journaliste fait rapidement un raccourci faux et simpliste sur la production française.** Sur les réseaux sociaux, il affirme ainsi (sans citer aucune source !) que les producteurs français ne sont pas exemplaires non plus, prétextant que des saisonniers agricoles travaillent en dessous du SMIC, que certaines productions (citant pêches et cerises) contiennent plus de résidus de pesticides que les Espagnols, et qu'au final l'origine France n'est donc pas une garantie de durabilité (sic) ! Et pour enfoncer le clou, cite un seul cas de francisation, preuve s'il fallait qu'il convient donc de « consommer autrement » (acheter bio, local et de saison). On connaissait déjà que trop bien cette petite musique...Evidemment, la FNPF utilisera son droit de réponse pour contester ces propos inadmissibles et offensants !

D'autre part, **on pourra regretter le choix éditorial consistant à affirmer ou presque que « tout est à jeter » concernant la production espagnole** (voir encadré). La réalité n'est évidemment pas si simple, en témoigne le voyage des directeurs organisé par le réseau FNSEA, auquel la FNPF a participé courant octobre, et qui consistait à découvrir la région andalouse et ses différentes composantes agricoles et syndicales.

Témoignage de Gilles Baraize, directeur de la FNPF : « Je partais avec bon nombre d'a priori sur la production agricole, particulièrement sur les fruits et légumes. Tout d'abord, même s'il est réellement difficile de comparer les conditions et modalités de productions, on constate que les producteurs sont particulièrement optimistes là-bas, ce qui a étonné plus d'un directeur, vu le contexte global et ce quelle que soit la filière. En effet, loin de l'image de liberté totale d'entreprendre encore véhiculée, on se rend compte également que l'Espagne a durci sa réglementation et les contrôles en matière de gestion de l'eau, de main d'œuvre et d'usage des phytos : les producteurs et syndicalistes espagnols (syndicat Asaja de Cordoue) le reconnaissent volontiers, ils nous enviaient mais c'est terminé. Ils ont l'impression d'avoir rattrapé la France à vitesse grand V et dans la mauvaise direction. Ils restent évidemment compétitifs mais selon eux, ne le doivent plus qu'aux économies d'échelles et investissements importants qu'ils font quant aux surfaces produites. A noter, que l'Etat espagnol ne subventionnerait rien et que le soutien financier vient soit du privé, soit dans de l'UE (R&D ou usine de désalinisation par exemple).

L'exemple frappant, étant celui de ces producteurs installés sur près de 1500 hectares et qui produisent uniquement (ou presque) des salades frisées ou sucrines « nos coûts de production sont optimisés au maximum grâce aux volumes produits et au climat relativement stable et sec ». Ou bien ce producteur de raisin de table qui produit la même variété sur 38 hectares (avec une moyenne de 30-40t/ha pour un coût de revient estimé à 1,20€/kg avec une mise en production dès la 2^e année d'implantation). Mais la concurrence est globale et ils font face désormais à la concurrence égyptienne, turque, chilienne, péruvienne, voire italienne selon la période. Le coût de la main d'œuvre augmente et l'utilisation de la main d'œuvre illégale fortement en baisse suite aux contrôles renforcés et aux fortes amendes. Certes, l'Administration espagnole n'est toujours pas au niveau de la France mais ça s'en rapproche, ce qui nous était déjà confirmé lors de précédents échanges à Madrid lors du salon Fruit Attraction. La bonne nouvelle c'est que comme pour la construction de l'UE, l'Espagne rattrape la France sur plusieurs aspects ce qui a de bons côtés, mais également de mauvais. La grande différence à mon sens, réside surtout que la population ne remet pas en cause sa production qui la fait vivre pour une bonne partie, et les ONG sont de fait beaucoup moins influentes et donc moins actives...



Quelques photos prises par Gilles Baraize lors de son voyage d'étude dans la région d'Almería